

# Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

## **MP 26-06**

- **Acheteur :**

Agence de services et de paiement (ASP)  
2, rue du Maupas  
87040 LIMOGES cedex 1

**Objet de la consultation : Prestations de gardiennage et télésurveillance des locaux du  
siège de l'ASP à Limoges**

# Sommaire

---

<b>Article 1. Objet de la consultation .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 2. Procédure de passation .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 3. Décomposition de la consultation.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 4. Pièces constitutives des marchés .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 5. Durée des marchés et délais d'exécution .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 6. Considérations sociales .....</b>	<b>6</b>
6.1 Modalités d'exécution relatives à l'impact social des prestations .....	6
6.2 Modalités de réalisation relatives à la Clause d'insertion par l'activité.....	6
6.3 Autres Modalités de réalisation.....	9
<b>Article 7. Obligation de reprise du personnel .....</b>	<b>9</b>
<b>Article 8. Protection de l'environnement .....</b>	<b>9</b>
8.1 Modalités d'exécution relatives à l'impact environnemental des prestations ..	9
8.2 Modalités de réalisation propres au présent accord-cadre .....	10
<b>Article 9. Etablissement des prix des marchés .....</b>	<b>10</b>
9.1 Type et forme des prix .....	10
9.2 Contenu des prix.....	10
9.3 Date d'établissement des prix initiaux.....	10
9.4 Révision des prix .....	11
<b>Article 10. Conditions générales d'exécution .....</b>	<b>11</b>
10.1 Délais d'exécution.....	11
10.2 Lieux d'exécution des prestations.....	11
10.3 Horaires d'interventions .....	12
10.4 Modalités d'engagement des prestations .....	12
<b>Article 11. Conditions particulières d'exécution .....</b>	<b>12</b>
11.1 Comitologie.....	12
11.2 Moyens de l'administration mis à disposition du titulaire .....	13
11.3 Restitution des moyens mis à disposition .....	13
<b>Article 12. Obligations des cocontractants .....</b>	<b>13</b>
12.1 Obligations communes .....	13
12.2 Obligations de l'ASP .....	13
12.3 Obligations du titulaire .....	13
12.3.1 Obligations générales .....	13
12.3.2 Pièces et attestations.....	14
12.3.3 Modification affectant le titulaire au cours du marché .....	14
<b>Article 13. Modalité d'intervention du personnel du titulaire.....</b>	<b>14</b>
<b>Article 14. Sécurité et prévention .....</b>	<b>15</b>
<b>Article 15. Vérification et admission.....</b>	<b>15</b>

<b>Article 16. Pénalités et réfections .....</b>	<b>15</b>
16.1 Pénalités pour retard dans la mise en place du marché .....	16
16.2 Pénalités pour retard à la prise de poste .....	16
16.3 Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité et de sûreté ....	16
16.4 Pénalités en cas d'absence .....	16
16.5 Pénalités pour non réalisation d'une ronde suite à déclenchement d'alarme et pour non-respect du délai d'intervention.....	16
16.6 Pénalités pour perte d'un pass général .....	17
16.7 Pénalités relatives à la clause insertion sociale .....	17
16.8 Pénalités pour non communication des éléments relatifs à la masse salariale .....	17
16.9 Application des pénalités .....	17
16.10 Réfections.....	17
<b>Article 17. Responsabilité et assurances.....</b>	<b>17</b>
17.1 Responsabilité .....	17
17.2 Assurance.....	18
<b>Article 18. Exécution financière des marchés .....</b>	<b>18</b>
18.1 Avance.....	18
18.2 Echancier des paiements/acomptes .....	18
18.3 Solde du paiement des prestations.....	18
18.3.1 Prestations forfaitaires (n°1 et 2) : .....	19
18.3.2 Prestations à bons de commande (n°3) .....	19
18.3.3 Solde de l'accord-cadre .....	19
18.4 Dématérialisation des factures .....	19
18.5 Régime des paiements .....	19
18.5.1 Mode et délai de paiement .....	19
18.5.2 Intérêts moratoires .....	20
<b>Article 19. Retenue de garantie .....</b>	<b>20</b>
<b>Article 20. Cession ou nantissement de créance.....</b>	<b>20</b>
<b>Article 21. Protection des données à caractère personnel .....</b>	<b>20</b>
<b>Article 22. Sous-traitance .....</b>	<b>20</b>
<b>Article 23. Résiliation du marché.....</b>	<b>20</b>
<b>Article 24. Règlement des différends et litiges .....</b>	<b>21</b>
<b>Article 25. Prestations similaires .....</b>	<b>21</b>
<b>Article 26. Modifications de marché .....</b>	<b>21</b>
26.1 Clause de réexamen.....	21
26.2 Prestations supplémentaires de marché.....	21
26.3 Autres modifications de marché : modifications non substantielles .....	21
26.4 Autres modifications de marché : circonstances imprévues .....	21
26.5 Autres modifications de marché : substitution de titulaire .....	22
<b>Article 27. Clauses de sécurité .....</b>	<b>22</b>

**Article 28. Résiliation ..... 23**  
**Article 29. Dérogations au CCAG ..... 23**

## **Article 1. Objet de la consultation**

La présente consultation a pour objet la réalisation de prestations de gardiennage et de télésurveillance des locaux de l'ASP, situés 2 rue du Maupas et 2 rue Aristide Briand à Limoges (87000).

Les prestations attendues et les spécifications techniques sont décrites dans le CCTP.

## **Article 2. Procédure de passation**

La présente procédure est passée en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant respectivement partie législative et partie réglementaire du code de la commande publique.

La procédure de passation est celle de l'appel d'offres ouvert, telle que décrite aux articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code susvisé.

## **Article 3. Décomposition de la consultation**

La présente consultation est composée d'un seul lot. La dévolution en lots séparés risquerait de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

La présente consultation consiste en un accord-cadre mono-attributaire composite qui s'exécute pour partie à travers des prestations forfaitaires (prestations n°1 et 2) et pour partie par l'émission de bons de commande (prestation n°3), en application des dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R 2162-14 du code de la commande publique.

Les prestations s'exécutent dans les limites inscrites à l'acte d'engagement.

## **Article 4. Pièces constitutives des marchés**

Les documents contractuels régissant les marchés sont par ordre de priorité décroissante :

1. Acte d'engagement (AE) et ses annexes
  - Annexe 1 « annexe financière »
  - Annexe 2 « insertion professionnelle »
2. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
  - Annexe 1 « RGPD »
3. Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
4. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services – FCS (du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021) - non fourni
5. L'offre du titulaire formulée au moyen de l'annexe 3 au RC « CMT »
6. Le plan de prévention mentionné à l'article 14 du présent CCAP

Ces pièces ont un caractère contractuel et, en cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre leurs clauses, chaque pièce l'emporte sur la suivante dans l'ordre de l'énumération ci-dessus.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, expriment l'intégralité des obligations des parties.

## **Article 5. Durée des marchés et délais d'exécution**

La durée et les modalités de reconduction du marché sont précisées dans l'acte d'engagement.

## Article 6. Considérations sociales

### 6.1 Modalités d'exécution relatives à l'impact social des prestations

---

Le Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsable (SPASER) de l'Agence définit et priorise les actions à mener par l'établissement dans le domaine de l'achat durable. Son axe 2 a notamment pour objectif de faciliter l'insertion sociale des personnes éloignées de l'emploi par l'activité économique et lutter contre les inégalités.

Les obligations s'imposant au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Le Titulaire doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre sur simple demande de l'Acheteur. Les éventuels sous-traitants du Titulaire sont soumis aux règles précitées.

Dans l'optique de l'axe 2 de son SPASER, l'Agence évalue la possibilité de faire réaliser tout ou partie de ses différents besoins par une structure du secteur du travail protégé et adapté, de l'insertion par l'activité économique, de l'ESS (etc.) et ce, dès le premier euro.

Ainsi, le Titulaire doit être en mesure d'identifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre, sur simple demande de l'Acheteur, les entreprises inclusives, parmi ses fournisseurs, concourant à la réalisation des prestations objet du marché.

Les éventuels sous-traitants du Titulaire sont soumis aux règles précitées.

Le titulaire devra détailler ses engagements dans le cadre de son mémoire technique.

### 6.2 Modalités de réalisation relatives à la Clause d'insertion par l'activité

---

#### ○ Les conditions de réalisation et publics visés

En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique, les conditions d'exécution du marché comportent des **éléments optionnels** à caractère social qui visent la promotion de l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et de lutte contre le chômage.

Le Titulaire peut réaliser une action d'insertion professionnelle visant à promouvoir l'emploi de personnes (**dimensionnée dans l'annexe dédiée**) considérées comme prioritaires au regard des politiques publiques de l'emploi sur la base d'au moins un des critères suivants :

- Jeune de moins de 26 ans diplômés ou non, sortis du système scolaire depuis plus de 6 mois, s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- Demandeur d'emploi de longue durée (+ de 12 mois d'inscription à Pole Emploi),
- Public sénior (+ de 50 ans) demandeur d'emploi depuis au moins 6 mois,
- Publics reconnus Travailleurs Handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- Allocataire du RSA en recherche d'emploi ou ayant droit,
- Bénéficiaire de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) ou de l'Allocation d'Invalidité.

- Personnes prises en charge par les dispositifs de l'insertion par l'activité économique (SIAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail, les personnes prises en charge par les dispositifs particuliers notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième chance (E2C) ainsi que les personnes en parcours d'insertion au sein des GEIQ, etc.

L'objectif est de procéder à l'occasion de l'obtention du marché à de nouveaux recrutements et/ou à la mobilisation de personnels sur tout ou partie des tâches confiées au titulaire par l'ASP dans le cadre du présent marché ou dans le cadre d'activités supports nécessaires à son fonctionnement interne.

Les candidats peuvent être identifiés par l'attributaire ou proposés par un dispositif d'accompagnement autre.

En tout état de cause, l'éligibilité de la candidature de ces publics aura été validée dans le cadre du dispositif de suivi des clauses sociales mentionné à l'article identifié ci-après.

- **L'engagement de l'entreprise attributaire**

Le Titulaire s'engage à réserver aux publics définis à l'article ci-dessus le nombre d'heures figurant dans l'annexe dédiée.

La clause sociale d'insertion facultative est réalisée par le Titulaire ou par son (ou ses) sous-traitants ou cotraitant(s). Le total des heures d'insertion mis à la charge de son (ou ses) sous-traitants ou cotraitant(s) doit être calculé au-prorata de la part d'activité réalisée.

- **Modalités de mise en œuvre**

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution du présent accord-cadre à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1<sup>ère</sup> modalité : l'embauche directe dans l'entreprise Titulaire (CDI, CDD ou alternance),
- 2<sup>ème</sup> modalité : la mise à disposition de salariés,

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- D'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI),
- D'une Entreprise Adaptée de Travail Temporaire (EATT),
- D'une Association Intermédiaire (AI),
- D'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ).
- 3<sup>ème</sup> modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'Insertion (EI) ou à une entreprise adaptée (EA). Les coordonnées des structures répondant à ces caractéristiques peuvent être communiquées par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales ou peuvent être identifiées au moyen du moteur de recherche de la Plateforme de l'inclusion à l'adresse suivante (<https://lemarche.inclusion.beta.gouv.fr/>)

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces formules ou une combinaison de celles-ci.

- **Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, il a été mis en place un dispositif spécifique d'accompagnement qui peut être sollicité.

Dispositif de suivi des clauses sociales  
Service Achats et Marchés Publics de l'ASP  
Appui-mp@asp-public.fr  
Contact : Jérémie TARDIEN

De son côté, le Titulaire désigne, au plus tard à la date de notification du présent accord-cadre un interlocuteur dont l'identité sera transmise. Il a l'obligation de prendre contact avec le dispositif spécifique d'accompagnement au plus tard dans les trois (3) mois suivant la notification du marché.

- **Le contrôle de l'action d'insertion**

Il sera procédé par tous moyens au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le Titulaire s'est engagé. A cet effet, le Titulaire fournit au dispositif d'accompagnement, tous les éléments relatifs à la situation au regard de l'emploi des candidats pressentis par l'entreprise. De plus, le Titulaire transmet avant le 15 de chaque mois, tous renseignements utiles (type de contrat, date d'embauche, poste occupé, nombre d'heures réalisées, , etc.) propres à permettre le contrôle régulier des engagements et son évaluation. Après validation des profils par le dispositif d'accompagnement le suivi peut être réalisé à une fréquence trimestrielle.

Le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application d'une pénalité prévue à l'article dédié.

Dans le cas d'une mise à disposition de personnel ou de sous-traitance à un opérateur d'insertion, les heures d'insertion ne seront comptabilisées qu'à compter du paiement effectif de la prestation au tiers concerné.

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, **l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès du dispositif, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés :**

- Comportant une clause sociale d'insertion,
- S'exécutant dans le même délai d'exécution,

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au dispositif d'accompagnement et peut être déclarée recevable aux conditions suivantes :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion,
- Si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés,
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur,



- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été préalablement validée.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement aux décomptes transmis et les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

Par ailleurs, lorsque le Titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il doit informer le dispositif d'accompagnement.

Dans ce cas, ce dernier étudiera avec le Titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs, les aménager ou les suspendre. En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou encore l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, la suspension ou l'annulation partielle ou totale de la clause sociale est subordonnée à la communication d'une copie de ces documents afférents à ces difficultés transmis à la DREETS ou au juge.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du présent marché, le dispositif d'accompagnement peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause sociale à l'ordre du jour d'une réunion de suivi de l'exécution de la prestation.

A l'issue de l'exécution du présent accord-cadre, il est procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

### **6.3 Autres Modalités de réalisation**

---

Sans objet

#### **Article 7. Obligation de reprise du personnel**

Il est rappelé que conformément à l'article 1224-1 du Code du travail certains contrats de travail de personnel se poursuivront avec l'entreprise succédant au titulaire actuel.

A cet effet, en fin de marché et à la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire devra communiquer sous 15 jours un tableau exhaustif et détaillé de la masse salariale à reprendre au titre de l'accord-cadre.

A défaut de réponse dans le délai imparti, des pénalités seront appliquées au titulaire conformément aux dispositions de l'article 16 du présent CCAP.

#### **Article 8. Protection de l'environnement**

##### **8.1 Modalités d'exécution relatives à l'impact environnemental des prestations**

---

Le Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsable (SPASER) de l'Agence définit et priorise les actions à mener par l'établissement dans le domaine de l'achat durable. Son axe 3 : « Participer à la transition écologique et à la mise en œuvre d'un numérique responsable », et son axe 5 : « Réaliser des achats justes et économes en termes d'énergie, de ressources et de prix » ont notamment pour objectif de diminuer l'impact environnemental des achats de l'Agence.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de préservation des ressources (notamment via une consommation énergétique raisonnée) et d'émission de gaz à effet de serre.

Dans le cadre de l'élaboration de son bilan carbone et afin de permettre l'intégration de l'impact des prestations de ce marché, le titulaire devra fournir à l'ASP, sur simple demande, les éléments en sa possession.

Par ailleurs, soucieuse de s'inscrire dans une démarche de développement durable, l'ASP impose au titulaire d'exécuter le marché en fonction de moyens et de méthodologies de travail plus respectueux de l'environnement, inscrits dans une dimension d'éco responsabilité.

Ainsi, les livrables mis à disposition seront sous format dématérialisés. Dans le cas exceptionnel où la distribution de supports ou d'éléments indispensables à la réalisation des prestations objet du marché serait effectuée sous format papier, l'usage de papier recyclé ou, à défaut, de papier issu de forêts gérées durablement, est obligatoire.

Les fournitures et les produits utilisés, ainsi que les matériels, afférents au présent marché, se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession, permettent une exécution optimale des prestations mais doivent également concourir à la promotion d'une économie circulaire.

Le cas échéant, ils devront intégrer les concepts de réemploi, de réutilisation ou de recyclage dans leurs conceptions et leurs mises à disposition.

Le titulaire devra détailler ses engagements dans le cadre de son mémoire technique.

## **8.2 Modalités de réalisation propres au présent accord-cadre**

---

Le titulaire détaille les engagements pris dans la réalisation des prestations spécifiques réalisées dans l'exécution du présent accord cadre dans le cadre de son mémoire technique.

## **Article 9. Etablissement des prix des marchés**

### **9.1 Type et forme des prix**

---

Le marché est pour une partie à prix global et forfaitaire et, pour l'autre partie, à prix unitaires et à bons de commande. Les prix sont définitifs.

Les prestations relevant de la partie forfaitaire concernent les prestations de gardiennage et de télésurveillance des locaux (prestations n°1 et 2).

Les prestations relevant de la partie unitaire concernent des prestations non récurrentes et exceptionnelles (prestations n°3).

### **9.2 Contenu des prix**

---

Les prix de l'ensemble des prestations sont établis hors taxe et en euros.

Les prix de l'annexe 1 de l'acte d'engagement sont réputés complets et comprennent les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais, notamment de transport ou de livraison à l'adresse indiquée par l'administration, de déplacement, d'hébergement ou de restauration du personnel du titulaire, d'éléments nécessaires à l'exécution des prestations telles qu'elles sont décrites dans le présent marché.

### **9.3 Date d'établissement des prix initiaux**

---

Les prix initiaux sont établis en euros aux conditions économiques du mois de remise des offres.

## 9.4 Révision des prix

Les prix sont révisibles à la hausse ou à la baisse, à la date anniversaire de notification du marché, par référence aux variations de l'indice 001565196 – dernier indice mensuel du coût horaire du travail révisé (ICHTTrev)-salaire et charges-tous salariés-services administratifs et soutien (NAF ré.2 Section N) base 100 en décembre 2008 - publié sur le site de l'INSEE, et par application de la formule suivante :

$$P = P_i \times (0,35 + 0,65 (ICHTTrev_1 / ICHTTrev_0))$$

dans laquelle :

$P$  = prix révisé en euros hors taxes,

$P_i$  = prix initial, tel qu'il figure à l'annexe financière à l'acte d'engagement, en euros hors taxes, établi aux conditions économiques en vigueur à la date de remise des offres,

$ICHTTrev_0$  = dernière valeur publiée ferme de l'indice ICHTTrev au mois de remise des offres du présent marché (03/2026)

$ICHTTrev_1$  = dernière valeur publiée ferme de l'indice ICHTTrev à la date anniversaire de la notification du marché

A compter de la 2<sup>ème</sup> révision de prix, les valeurs  $P$  et  $ICHTTrev_1$  deviennent les valeurs  $P_i$  et  $ICHTTrev_0$  de la révision suivante ; si une révision n'intervient pas une année donnée, les indices  $P_i$  et  $ICHTTrev_0$  sont ceux applicables à la période d'exécution précédant la révision.

L'initiative de la révision appartient au titulaire qui doit faire parvenir sa demande de révision de prix à l'ASP, par courriel ou lettre simple, en y joignant le calcul du coefficient de révision au plus tard un mois après la date fixée pour la révision des prix du marché.

## Article 10. Conditions générales d'exécution

Le titulaire doit exécuter les prestations de l'accord-cadre dans le respect des dispositions contractuelles et sur la base des coûts indiqués dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

### 10.1 Délais d'exécution

#### Prestations forfaitaires de gardiennage et télésurveillance (prestations 1 et 2) :

La date de début d'exécution des prestations, au titre du forfait, correspond à la date de notification de l'accord-cadre ou, le cas échéant, à la date indiquée dans la lettre de notification. Le personnel du titulaire devra être en place et opérationnel sur site le 15 septembre 2026 aux horaires indiqués dans le CCTP.

Les durées et les délais prévus au marché s'entendent, sauf dispositions contraires, périodes de congés annuels comprises. Aucune neutralisation ne sera effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture de l'établissement du titulaire.

Les prestations récurrentes seront exécutées conformément aux horaires indiqués dans le CCTP.

#### Prestations à bons de commande, non récurrentes et exceptionnelles (prestation 3) :

Les délais d'exécution des prestations à bons de commande sont fixés dans le bon de commande.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS le titulaire considère que ces délais d'exécution ne peuvent être tenus, il dispose de 48 heures maximum après réception du bon de commande pour en avertir l'acheteur. Si aucun accord ne peut être conclu entre le titulaire et l'acheteur, celui-ci peut confier à toute autre entreprise de son choix l'exécution de la prestation.

### 10.2 Lieux d'exécution des prestations

L'ensemble des prestations est à exécuter dans les locaux du siège de l'ASP, situés :

- 2 rue du Maupas
- 2 rue Aristide Briand
- 87000 Limoges

### 10.3 Horaires d'interventions

---

Les horaires d'intervention sont précisés dans le CCTP.

### 10.4 Modalités d'engagement des prestations

---

La notification de l'accord-cadre vaut commande des prestations forfaitaires (partie 1). Les prestations récurrentes seront dispensées conformément au CCTP.

Les prestations de la partie 2 font l'objet de bons de commande conformément à l'article 2162-3 du code de la commande publique.

Les bons de commande seront adressés au titulaire par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception (courriel avec accusé de réception). La date de réception vaut date de notification.

Le titulaire disposera d'une demi-journée au maximum à compter de la date de notification de chaque bon de commande (soit la date de l'avis de réception postal ou la date de l'accusé de réception du courriel ou de la télécopie), pour présenter ses réserves par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception. Passé ce délai, le titulaire sera engagé à exécuter la commande aux conditions définies par le bon de commande.

Les observations du titulaire, si elles sont reconnues fondées par le service, feront l'objet d'un rectificatif au bon de commande, transmis selon le même formalisme.

Chaque bon de commande comporte les éléments suivants :

- la référence au marché
- la désignation de la prestation commandée,
- le cas échéant, le délai d'exécution
- le cas échéant, la date de début des prestations,
- le cas échéant, la date de fin des prestations, dans le respect des délais d'exécution,
- toute précision utile quant à l'exécution des prestations,
- les prix unitaires et/ou forfaitaires HT
- les montants totaux HT et TTC
- le taux et le montant de la TVA
- les informations ASP Chorus (n° SIRET ; TVA CEE ; Code service, n° marché, n° EJ)

Toute modification faite par le titulaire sur le bon de commande sera réputée non écrite.

La personne habilitée à signer les bons de commande au titulaire de l'accord-cadre est le Président Directeur Général de l'ASP ou son représentant.

La somme des prestations forfaitaires n° 1 et 2 sur la durée totale du marché et la somme des prestations à bons de commande n°3 que l'ASP est susceptible d'émettre ne sauraient dépasser le montant maximum du marché.

En cas de non-respect des délais prévus conformément aux dispositions ci-avant, le titulaire s'expose à des pénalités prévues à l'article « Pénalités et réfections » du présent document.

## Article 11. Conditions particulières d'exécution

Pour assurer le bon déroulement de l'exécution du marché, le nom et les coordonnées du/des personne(s) responsable(s) du suivi du marché à l'ASP seront communiqués au titulaire au lancement du marché.

Le titulaire désignera dans son offre le responsable du suivi du marché habilité à le représenter.

### 11.1 Comitologie

---

Une réunion annuelle se tiendra sur la base d'un rapport fourni par le titulaire et détaillant le nombre d'interventions (levées de doute ...), les astreintes, le turn over dans les équipes le cas échéant ...

## 11.2 Moyens de l'administration mis à disposition du titulaire

---

Pour l'exécution du présent marché, l'administration s'engage à mettre gratuitement à disposition du titulaire pour la durée du marché les matériels nécessaires et les locaux mentionnés au CCTP.

## 11.3 Restitution des moyens mis à disposition

---

La restitution des moyens qui sont de la propriété de l'administration doit intervenir au plus tard en même temps que la livraison des dernières prestations de l'accord-cadre ou au moment de la résiliation, le cas échéant.

Le titulaire s'engage :

- à laisser les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement ;
- à restituer les équipements et matériels mis à disposition du personnel du titulaire et placés sous sa responsabilité pour effectuer les missions qui lui sont confiées (moyens de communication, badges, clefs ...).

Un constat contradictoire d'état des lieux est réalisé entre l'ASP et le titulaire.

Toute dépense pour remise en état des équipements, des installations ou documents provenant d'un manquement du titulaire aux obligations du présent marché, lui est retenue ou facturée.

## Article 12. Obligations des cocontractants

### 12.1 Obligations communes

---

Les parties s'engagent à se communiquer toutes les informations et documents en leur possession ou en faciliter la consultation par l'autre partie dans la mesure où cela est nécessaire à l'exécution des prestations, objet du présent marché.

La langue de travail est le français. Tous les documents afférant au marché sont rédigés en langue française.

### 12.2 Obligations de l'ASP

---

L'ASP s'assure de la mise à disposition de tous les moyens nécessaires à la bonne réalisation des prestations :

- Matériel informatique :
  - possibilité de suivre les images de vidéosurveillance sur un poste dédié ;
  - les intervenants pour levées de doutes, disposeront d'un accès sécurisé « dédié », au PC permettant la gestion des alarmes ;
- Matériel téléphonique (DECT et poste de téléphone fixe) ;
- Mobilier à l'accueil et dans le local « sécurité » ;
- Badges, clés :
  - **Un passe général sera à disposition, sa perte par le titulaire entraînera le remplacement à ses frais de l'ensemble des serrures du bâtiment ;**
- Accès au local de restauration (espace permettant de réchauffer et de prendre son repas).

L'accès au parking de l'ASP n'est pas autorisé au personnel du titulaire.

Il n'est pas mis de vestiaire ou de casier à disposition du personnel du titulaire.

### 12.3 Obligations du titulaire

---

#### 12.3.1 Obligations générales

---

Le titulaire est tenu à une obligation de résultats relativement aux délais et performances à respecter.

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels, et notamment :

- s'assurer que ses **agents intervenant sur les sites de l'ASP disposent bien d'une carte délivrée par le CNAPS à jour** ainsi que de tout autre agrément pour exercer les missions décrites dans le CCTP du présent marché
- à accepter de tenir l'ASP informée périodiquement sur le déroulement des prestations et à l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées ;
- à vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer à l'ASP, dans les huit (8) jours de la communication, les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement des prestations ;
- à **maintenir les compétences de ses personnels intervenant au titre du marché** ;

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Le titulaire s'engage à garder confidentielles toutes les informations dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de cet accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

#### 12.3.2 Pièces et attestations

Le titulaire (et ses éventuels co-traitants) est (ou sont) tenu(s), pour lui-même et pour ses éventuels sous-traitants, conformément à l'article R2143-8 du code de la commande publique, de mettre l'acheteur en position de pouvoir vérifier la régularité de sa situation fiscale et sociale tous les 6 mois, au regard des exigences de la commande publique.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'ASP dès sollicitation, à l'adresse suivante : <http://www.e-Attestations.com>.

#### 12.3.3 Modification affectant le titulaire au cours du marché

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications, survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- à un changement de situation au regard des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L2141-1 (et suivants), et L2341-5 du code de la commande publique,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

### Article 13. Modalité d'intervention du personnel du titulaire

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'intervenant proposé par le titulaire demeure sous la responsabilité et l'autorité de son employeur titulaire du marché.

L'ASP adresse ses remarques, observations, réclamations au responsable du suivi du marché chez le titulaire qui prend les mesures correctives nécessaires.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, en cas d'insuffisance constatée de la part de l'intervenant mis à sa disposition par le titulaire dans le cadre du présent marché ou en cas d'indisponibilité de cette personne, **le titulaire dispose d'un délai de deux jours pour mettre à disposition un remplaçant**, disposant d'une expérience et de compétences au moins équivalentes, en accord avec l'ASP.

L'ASP peut refuser le nouvel interlocuteur désigné. Par dérogation à l'article 3.4.3, elle en informe le titulaire dans les 3 semaines à compter de l'arrivée du remplaçant dans ses locaux. En l'absence de refus dans ce délai, le nouvel intervenant est réputé accepté.

En cas de refus, le titulaire dispose de nouveau du délai ci-dessus énoncé pour proposer un nouvel intervenant.

Le titulaire est responsable du tuilage entre ses préposés qu'il assure à ses frais. Cette période de recouvrement permettant d'assurer la continuité du service ne peut être inférieure à 3 jours ouvrés à plein temps.

## **Article 14. Sécurité et prévention**

Par application de l'article R 4512-7 du code du travail, le présent accord-cadre nécessitera la rédaction d'un plan de prévention.

Le titulaire prendra rendez-vous avec le service logistique et patrimoine de la direction financière de l'ASP et les organismes d'hygiène et de sécurité afin de prendre connaissance des mesures de prévention et de sécurité à respecter sur un site de l'ASP et s'engage à s'y conformer dans tous les domaines (ex : sécurité incendie, tenue des personnels, usage des matériels, locaux à disposition....).

A la suite, le titulaire établit un plan de prévention qui est remis au service logistique et patrimoine de l'ASP et aux organismes d'hygiène et de sécurité dans les quinze (15) jours calendaires suivants la notification de l'accord-cadre.

Il indique de façon précise et détaillée :

- Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques encourus par le personnel,
- Les mesures concourant à une bonne hygiène de travail.

Le plan de prévention est tenu à jour par le titulaire, qui est tenu d'en signaler les modifications au service logistique et patrimoine de l'ASP. Il est à renouveler tous les ans.

La personne publique valide ce plan de prévention. Une fois le plan de prévention établi ou révisé celui-ci fait partie des documents contractuels de l'accord-cadre.

Conformément aux dispositions de l'article 32 du CCAG/FCS, la non-application par le titulaire des mesures de sécurité prévues, entraînera la résiliation du marché à ses torts.

## **Article 15. Vérification et admission**

Les opérations de vérifications seront effectuées dans les conditions prévues par les articles 27 à 29 du CCAG-FCS et donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal de constatation.

Avant la présentation des prestations aux opérations de vérification, le titulaire aura effectué, ou fait effectuer, tous les contrôles démontrant la conformité des prestations aux exigences du CCTP.

## **Article 16. Pénalités et réfections**

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

S'agissant des prestations forfaitaires n°1 et 2, les pénalités sont appliquées dès le jour de la date d'échéance de la prestation initialement prévue.

Pour les prestations n°3, le délai à prendre en compte est celui figurant dans le bon de commande.

Le montant des pénalités sera calculé sur la facture de la commande concernée et payé par précompte sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées si elles n'ont pas été payées ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde.



Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités sont plafonnées à 20% du montant maximum du marché.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS les pénalités de retard sont applicables dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, toutes les pénalités, quelles qu'elles soient sont cumulables entre elles.

### **16.1 Pénalités pour retard dans la mise en place du marché**

---

Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 € par jour de retard et par prestation en cas de retard dans l'exécution du marché prévu le 15 septembre 2026.

$P = 500 \text{ euros HT} \times J$

P = montant des pénalités

J= nombre de jours d'absence au-delà du 1<sup>er</sup> jour.

### **16.2 Pénalités pour retard à la prise de poste**

---

En cas de retard à la prise de poste le titulaire encourt une pénalité calculée comme suit :

$P = 30 \text{ euros HT} \times H$

P= montant des pénalités

H= nombre d'heure de retard cumulées (toute heure de retard entamée est comptabilisée)

### **16.3 Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité et de sûreté**

---

En cas de constat de non-respect de la clause de confidentialité et de sûreté à laquelle est soumis le titulaire, celui-ci encourt une pénalité forfaitaire de 10 000 €.

### **16.4 Pénalités en cas d'absence**

---

Le titulaire du marché s'engage à une présence régulière du ou des intervenants affecté(s) à l'exécution des prestations décrites au CCTP.

En cas d'absence constatée d'un des agents du titulaire sans que celui-ci n'en ait averti l'ASP, il encourt des pénalités calculées comme suit:

$P = 100 \text{ euros HT} \times J$

P = montant des pénalités

J= nombre de jours d'absence à compter du 1<sup>er</sup> jour. Tout jour d'absence entamé est comptabilisé.

### **16.5 Pénalités pour non réalisation d'une ronde suite à déclenchement d'alarme et pour non-respect du délai d'intervention**

---

En cas de non-réalisation d'une ronde suite à déclenchement d'alarme le titulaire encourt une pénalité calculée comme suit :

$P = 300 \text{ euros HT} \times R$

P= montant des pénalités

R= nombre de ronde non-réalisées

En cas de non-respect du délai d'intervention suite à déclenchement d'alarme le titulaire encourt une pénalité calculée comme suit :

$P = 300 \text{ euros HT} \times H$

P= montant des pénalités

H= nombre d'heures de retard (toute heure commencée, au-delà du délai prévu, est due)



## **16.6 Pénalités pour perte d'un pass général**

---

En cas de perte du pass général de l'établissement, le titulaire devra procéder à ses frais au remplacement de l'ensemble des serrures du bâtiment avec :

- Fourniture de 3 clés par serrure ;
- Fourniture de 15 passes généraux ;
- Fourniture de 15 passes techniques (n'ouvrant qu'une partie des portes) ;
- Fourniture d'un organigramme des clés.

Le niveau de sécurité ne saura être inférieur à celui actuellement en place (clés RADIALIS). A titre indicatif, le coût d'une clé est de 70 € HT environ et l'établissement compte environ 500 portes.

## **16.7 Pénalités relatives à la clause insertion sociale**

---

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures de clause sociale dont la responsabilité est imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité à hauteur de 60 € par heure non réalisée.

En l'absence ou refus de transmission par le titulaire des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, il sera appliqué une pénalité égale à 100 € par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'ASP.

## **16.8 Pénalités pour non communication des éléments relatifs à la masse salariale**

---

A défaut de réponse dans le délai imparti (article 10 du présent CCAP), le titulaire se verra appliquer une pénalité de 100 euros par jour de retard.

## **16.9 Application des pénalités**

---

Les pénalités indiquées ci-dessus seront imputées sur les factures, sans mise en demeure préalable, sauf si les causes ne permettant pas de respecter le délai contractuel ne sont pas imputables au titulaire. Il en est ainsi notamment si cette cause est le fait de l'ASP ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure ou de catastrophe naturelle ou en cas de prolongation du délai d'exécution accordée par l'ASP.

Les éventuelles pénalités de retard viendront en déduction de la facture à payer à chaque terme échu, pour les incidents survenus pendant cette période.

En fin de marché, un titre de recette peut être émis par l'ASP afin de prendre en compte les pénalités éventuelles dues.

## **16.10 Réfactions**

---

Conformément à l'article 30 du CCAG FCS, si après demande dûment motivée de l'ASP, la qualité d'une prestation reste insatisfaisante car ne répondant pas aux attentes de l'acheteur telles que définies dans les documents du marché et non conforme à la proposition technique du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de prononcer une réfaction du prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire pourra présenter ses observations.

# **Article 17. Responsabilité et assurances**

---

## **17.1 Responsabilité**

---

La responsabilité du Titulaire pourra être engagée pour tout manquement à ses obligations contractuelles et préjudice découlant directement de l'inexécution du marché lorsqu'elle sera exclusivement de son fait, et devra réparation du dommage causé à l'ASP.

Le Titulaire sera tenu responsable de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, directement causé par lui à l'ASP ou à un tiers du fait de l'exécution du marché.

Sa responsabilité doit résulter d'une faute prouvée et ne peut être invoquée pour les dommages découlant indirectement de son fait.

Le Titulaire ne pourra être tenu pour responsable du non-respect des délais fixés dans la mesure où un événement surviendrait sur lequel il n'aurait pas de contrôle, tels que les cas de force majeure ou de catastrophe naturelle.

Le Titulaire ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable en cas de préjudice subi par l'ASP et résultant d'une inexécution par elle de ses obligations.

Dans l'hypothèse où le Titulaire identifie un événement dans la survenance duquel il n'a aucune responsabilité, notamment un cas de force majeure, et qui est de nature à faire obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels, il peut demander une prolongation du délai d'exécution dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

L'admission par l'ASP d'un cas de force majeure ou d'une cause exonératoire exclut, de ce chef seulement, l'engagement de la responsabilité du Titulaire et l'application des pénalités pour le retard consécutif à l'événement invoqué par le Titulaire.

## **17.2 Assurance**

---

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-FCS.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire une attestation d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommage occasionné dans l'exécution du présent marché, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **Article 18. Exécution financière des marchés**

---

### **18.1 Avance**

---

Il est fait application des articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG FCS, il est fait application de l'option A.

### **18.2 Echancier des paiements/acomptes**

---

#### **Echéancier des paiements :**

##### **Prestations forfaitaires n°1 et 2 :**

Les prestations forfaitaires seront réglées mensuellement à terme échu. Le montant des prestations correspond au douzième du forfait annuel figurant à l'annexe financière à l'Acte d'Engagement. Le premier et le dernier mois d'exécution du marché seront réglés au prorata temporis du montant du forfait mensuel.

##### **Prestations à bons de commande n°3 :**

Les prestations à bons de commande seront payées à terme échu sur attestation du service fait et sur présentation de la facture correspondante accompagnée du rapport d'intervention.

##### **Acompte**

Aucun acompte ne sera versé au titre de ce marché.

### **18.3 Solde du paiement des prestations**

---

### 18.3.1 Prestations forfaitaires (n°1 et 2) :

---

Le paiement du solde des prestations forfaitaires annuelles aura lieu après certification de la bonne exécution de la prestation et réception conformément au présent cahier des charges, sur présentation de la facture adressée selon les dispositions du paragraphe « contenu des demandes de paiement » de l'accord-cadre. Le paiement du solde définitif est en particulier subordonné :

- à la restitution de l'ensemble des matériels mis à disposition du titulaire (clés, badges, cahier de consigne, locaux...) ;
- à la fourniture et l'approbation du rapport annuel d'activité.

Les demandes de paiement du solde afférent à la période seront adressées selon les dispositions du présent CCAP.

### 18.3.2 Prestations à bons de commande (n°3)

---

Le paiement du solde de chaque bon de commande sera effectué après vérification et réception des prestations commandées, sur présentation de la facture adressée selon les dispositions de l'article dédié du présent CCAP.

### 18.3.3 Solde de l'accord-cadre

---

La fin de la dernière prestation exécutée au titre de l'accord-cadre permet de procéder aux opérations de solde de l'accord-cadre.

## 18.4 Dématérialisation des factures

---

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret 2019-7488 du 18 juillet 2019, le titulaire doit dématérialiser ses factures sur Chorus Pro. Elles doivent comporter, en plus des indications ci-dessus, **cumulativement et obligatoirement**, les informations suivantes :

- o Le **numéro SIRET** unique de l'ASP : **130 006 372 00010**
- o Le(s) **code(s) service(s) facturé(s)**, qui sera(ont) précisé(s) au titulaire après la notification du marché ou qui figurera(ont) sur les bons de commande, le cas échéant
- o Le **numéro d'engagement (n° d'EJ)**, qui sera(ont) précisé(s) au titulaire après la notification du marché ou qui figurera(ont) sur les bons de commande (encadré en haut à gauche « Informations ASP Chorus »)
- o Le **numéro d'identité (SIRET) et l'adresse de l'établissement émetteur des factures.**

Par ailleurs, il est également demandé de renseigner :

- o Le **numéro de marché**, communiqué au titulaire après notification

Ce processus de facturation impose que des factures séparées soient produites en fonction du type de prestation (forfaitaire, à bons de commande, sans EJ préalable).

La TVA est appliquée en sus à chaque facturation, au **taux légal en vigueur au moment du fait générateur**.

Pour le dépôt des factures dans Chorus Pro, l'attention du titulaire est appelée sur la sélection du Cadre de facturation, qui permet d'identifier le profil du déposant ainsi que le type de document transmis.

Ex : A1 pour les factures simples du titulaire, A9 pour les factures du sous-traitant.

Une aide en ligne est disponible l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

## 18.5 Régime des paiements

---

### 18.5.1 Mode et délai de paiement

---

Le mandatement est effectué au vu des factures émises par le titulaire reprenant les conditions de prix et de paiement du présent marché.

Les paiements sont effectués par virement. Conformément aux articles R. 2192-10 et R. 2192-12 à R. 2192-15 du code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la

date de réception de la facture et/ ou du service fait, sauf suspension du délai global de paiement (DGP) dans les conditions fixées aux articles R. 2192-27 à R. 2192-29 du code de la commande publique.

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable de l'ASP.

#### *18.5.2 Intérêts moratoires*

En application de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, en cas de dépassement du délai de paiement, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur le premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire d'un montant fixé à 40 € sera également versée pour frais de recouvrement et, sur justification, des frais de recouvrement supérieurs pourront donner droit à une indemnisation complémentaire.

### **Article 19. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **Article 20. Cession ou nantissement de créance**

Par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG-FCS, si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, l'acheteur lui remet sur demande un certificat de cessibilité conforme au modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie (R2191-46, R2191-47 et R2191-51 du code de la commande publique). Le bénéficiaire de la créance doit notifier ce certificat de cessibilité au comptable public assignataire avant toute demande de paiement.

### **Article 21. Protection des données à caractère personnel**

Les éléments relatifs à la protection des données personnelles sont traités dans l'annexe 1 au présent CCAP.

### **Article 22. Sous-traitance**

Il est fait application des articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique et 3.6 du CCAG FCS.

Il est précisé que le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données et aux exigences de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

### **Article 23. Résiliation du marché**

#### **- Pour motif d'intérêt général**

L'ASP peut à tout moment mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant leur achèvement par une décision de résiliation formalisée par l'envoi au titulaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception et précisant la date effective de résiliation.

Aucune indemnité n'est due au titulaire du marché par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS. En cas d'arrêt en cours d'exécution, les sommes dues au titulaire du marché seront versées au vu des prestations effectuées.

#### **- Pour tous les autres cas**

Il est fait application des articles 39 à 41 du CCAG-FCS et des articles L.2195-4 et L.2194-5 du Code de la commande publique.

Dans tous les cas de résiliation pour faute du titulaire, y compris en cas de manquement aux aspects de sécurité informatique, il **ne sera dû aucune indemnité de résiliation**.

## **Article 24. Règlement des différends et litiges**

L'acheteur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objets du marché.

Il est fait application de l'article 46 du CCAG-FCS.

Les parties peuvent également se prévaloir de l'article R2197-16 et l'article R2197-24 du code de la commande publique et soumettre le différend qui les oppose au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges compétents.

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé par le médiateur ou les comités susvisés, le tribunal administratif compétent est celui du ressort du lieu du siège de l'ASP.

## **Article 25. Prestations similaires**

L'ASP se réserve le droit d'appliquer les dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

## **Article 26. Modifications de marché**

### **26.1 Clause de réexamen**

En cours d'exécution de l'accord-cadre, des modifications, suppressions ou ajouts de prestations pourront intervenir soit à l'initiative de l'ASP, soit à l'initiative du Titulaire, car rendus nécessaires par une évolution réglementaire, organisationnelle ou normative, ou par l'introduction d'innovation technologique dans le secteur considéré telles que :

- L'utilisation de nouveaux outils ou de nouvelles méthodes
- L'intégration de nouvelles prestations récurrentes forfaitaires
- L'intégration de lignes de prix devenues nécessaires dans la part à bons de commande
- L'ajout ou le retrait d'un site

Dans ce cas, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions de mise en œuvre, qui seront intégrées au marché par voie d'avenant.

### **26.2 Prestations supplémentaires de marché**

L'ASP se réserve également la possibilité de modifier le marché en application des articles R2194-2, R2194-3, R2194-4 du code de la commande publique dans la limite de 50% du montant initial du marché, et ce afin de faire réaliser, si besoin, des prestations supplémentaires que le présent marché n'aurait pas permis de réaliser.

Ces modifications feront alors l'objet d'un avenant.

### **26.3 Autres modifications de marché : modifications non substantielles**

L'ASP se réserve, conformément aux articles R2194-7 et R2194-8 du Code de la Commande Publique, la possibilité de modifier le présent marché.

Ces modifications feront alors l'objet d'un avenant.

### **26.4 Autres modifications de marché : circonstances imprévues**

L'ASP se réserve aussi le droit de modifier le marché lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances imprévues en application des dispositions de l'article R2194-5 dans la limite de 50% du montant initial du marché.

Cette modification fera alors l'objet d'un avenant.

## 26.5 Autres modifications de marché : substitution de titulaire

---

L'ASP se réserve également la possibilité de modifier le marché lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché, en application de l'article R2194-6 du code de la commande publique.

Cette modification fera alors l'objet d'un avenant.

## Article 27. Clauses de sécurité

### 27.1 Clause de confidentialité

En plus des dispositions de l'article 5.1 du CCAG-FCS, chacune des parties s'interdit, pendant la durée du marché et une période de cinq (5) ans suivant le terme ou la résiliation de celui-ci, de divulguer à des tiers, directement ou indirectement, les informations de nature « confidentielle », ce terme recouvrant toutes informations ou données qu'elle aura reçues de l'autre partie, ou qu'elle aura reçues pour le compte de l'autre partie, ou dont elle aurait pris connaissance dans le cadre du marché.

Sont considérées comme **confidentielles**, les informations classifiées C2 à C4 ou dont le propriétaire a spécifié son caractère « confidentiel ».

Elle s'interdit également, pendant cette même période, d'utiliser lesdites informations à d'autres fins que l'exécution du marché, ainsi que de les communiquer à des membres de son personnel n'ayant pas le besoin d'en connaître.

Le titulaire certifie que les informations en sa possession concernant les travaux effectués dans le cadre du présent marché, que les données financières ainsi que les données à caractère personnel manipulées pour produire les différents documents objets du marché seront supprimées de tout support informatique et qu'aucune édition ou copie ne sera conservée par le titulaire à l'issue du marché.

Au terme du marché, le titulaire s'engage à détruire les documents en sa possession et à formaliser cette destruction au travers du procès-verbal de destruction de la documentation qui lui sera fourni par le service acheteur de l'ASP en cours d'exécution du marché. Il remettra ensuite ce PV complété à l'ASP dans un délai de un mois à compter de la complète réalisation des prestations.

Le titulaire renonce à publier, reproduire, traduire ou mettre sur le marché des éléments dont il aura cédé les droits, il est seulement autorisé à faire état dans ses références professionnelles de l'existence et du contenu succinct de la prestation réalisée.

L'ASP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées, par le titulaire.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut être également engagée sur la base des dispositions légales en vigueur.

L'ASP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de non-respect des dispositions précitées.

Les informations divulguées par les candidats garderont un caractère confidentiel ; ils ne peuvent disposer d'informations sur les offres de leurs concurrents.

### 27.2 Engagement de confidentialité

Chacun des intervenants pour le compte du titulaire signera avant le démarrage de la prestation un engagement de confidentialité ou la charte fournie par l'ASP ; le titulaire s'assurera que tout son personnel directement impliqué dans l'exécution des prestations, et celui de ses sous-traitants éventuels, signe cet engagement.

### 27.3 Sécurité physique

La prestation objet de l'accord-cadre n'ayant pas d'adhésion avec le SI de l'ASP, le titulaire devra respecter les règles de sécurité spécifiques à l'accès aux locaux définis par l'ASP, notamment, l'accès limité aux zones d'intervention définies par l'accord-cadre, le port apparent du badge, pendant toute la prestation.

Aussi, pour l'ensemble des prestations, les collaborateurs du titulaire doivent se présenter sur site munis d'une carte professionnelle. En l'absence de carte professionnelle, le collaborateur concerné se verra refuser l'accès au site.

## **Article 28. Résiliation**

En cas de manquement par l'une des parties à ses obligations contractuelles, notamment sur les aspects sécurité (disponibilité, confidentialité, intégrité), l'accord-cadre pourra être résilié de plein droit par l'autre Partie.

## **Article 29. Dérogations au CCAG**

Les dérogations au CCAG–FCS sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

<b>Articles du présent CCAP</b>	<b>Articles du CCAG auquel il est fait dérogation</b>
10.1	13.3.2
13	3.4.3
16	14
20	4.2.2
23	42